



Le grand **débat national**

RÉUNION D'INITIATIVE LOCALE

Organisée par le Club Amitié Partage
Evelyne Chemier, Présidente
Philippe Soulat, Responsable des cafés citoyens

En présence de
Thomas Mesnier, Député de la 1^{ère} circonscription de Charente

« Transition écologique »

Salle des Fêtes de Voeuil-et-Giget
1^{er} février 2019 – 18h

RESTITUTION

01 - Quel est aujourd'hui pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ? (1 seule réponse possible)

Sur la dizaine de groupes :

20 % La pollution de l'air

60 % Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

0 % L'érosion du littoral

10 % La biodiversité et la disparition de certaines espèces

10 % considèrent que les problèmes évoqués sont interdépendants et qu'ils doivent être placés au même niveau ; ces propos ont été partagé par l'ensemble des participants.

02 - Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses à ce problème ?

La pollution de l'air :

- Limiter les émissions de CO2
- Développer le fret ferroviaire
- Mettre en place une écotaxe

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse) :

- Développer le fret ferroviaire
- Mettre en place une écotaxe

La biodiversité :

- Ouvrir plus de centres animaliers pour animaux et éviter de polluer (notamment les déchets)
- Lutter contre les pesticides
- Changer les attitudes face à la consommation et contraindre les industriels à jouer le jeu notamment en diminuant les emballages exemple sur les emballages.

Plus globalement :

- S'assurer que les pays signataires respectent les engagements de la COP21
- Limiter le recours aux énergies fossiles (changement des comportements individuels et collectifs)
- Repenser notre modèle industriel autour de ces problématiques
- Former et informer les citoyens à des comportements écologiquement responsables
- Promouvoir un media spécialisé qui parlerait de la transition écologique
- Inciter financièrement aux bonnes pratiques/ aux bon comportement par un système de bonus/malus
- Mise en place d'une écotaxe

-Développer les circuits courts

-Aller vers une agriculture raisonnée et non une agriculture intensive (développer la présence de haies, favorables à la biodiversité et à la préservation des paysages notamment)

-Favoriser les transports en commun

-Développer plus le principe du pollueur-payeur ; instauration d'amendes en cas de non dépollution

-Mettre un terme à la déforestation

-Mettre fin au « tout-lotissement » et à l'artificialisation des sols

-Travailler sur la consommation de transports très polluants (bateaux, avion)

-Sortir de l'hystérie du tout à l'usage unique, notamment les gobelet, pailles etc.

-Développer dans les villes les jardins partagés ; mettre des terrains à disposition.

Sont également exprimées une nécessité de justice fiscale écologique et la contradiction semblant exister entre une course à la croissance et l'écologie et la préservation de la planète.

5 personnes d'une même table manifestent leur mécontentement quant à la méthodologie mise en place pour ce grand débat considérant que le questionnaire est un symbole de la verticalité du pouvoir qui cherche à culpabiliser les citoyens. Avant de quitter la salle, ils annoncent considérer que les débats ont déjà eu lieu et qu'ils n'ont pas besoin du grand débat.

03 - Diriez-vous que votre vie quotidienne est aujourd'hui touchée par le changement climatique ?

Oui

Si oui, de quelle manière votre vie quotidienne est-elle touchée par le changement climatique ?

-Impact sur le coût des matières premières

-Pollution

-Bouleversement des saisons, des températures et des précipitations (sécheresses et canicule l'été, maisons fissurées à cause des sols argileux)

- Modification des cultures (vendanges plus tôt)
- Catastrophes naturelles comme l'orage de grêle de l'été dernier à Saint-Sornin (800 maisons dont les toitures ont été détruites)
- Impact sur la santé (qualité de l'air, canicule...)
- Utilisation accrue de climatiseurs
- Disparition d'une partie de la flore
- Utilisation de l'eau limitée l'été

04 - À titre personnel, pensez-vous pouvoir contribuer à protéger l'environnement ?

Oui à l'unanimité

Si oui, que faites-vous aujourd'hui pour protéger l'environnement et/ou que pourriez-vous faire ?

- Tri des déchets (sac noir, jaune, compost)
- Durée de la douche, utilisation des ressources
- Covoiturage
- Bannir l'utilisation des produits phytosanitaires
- Utilisation du vélo, mais pour cela développer des pistes cyclables avec continuité (sans d'interruption ou de zones dangereuses)
- Isoler son habitation
- Prendre soin des animaux
- Consommation de produits locaux / circuits courts
- Consommation de produits bio
- Consommation de produits de saison
- Limiter sa consommation d'énergie (utilisation d'ampoules basse consommation...)
- Réapprendre à jardiner et à cuisiner
- Récupérer l'eau de pluie et limiter les arrosages
- Installation d'une pompe à chaleur ou chauffage géothermique

05 - Pensez-vous que vos actions en faveur de l'environnement peuvent vous permettre de faire des économies ?

Oui à 90 %.

Plusieurs participants soulignent cependant que les économies financières ne doivent pas être la principale motivation. « Il ne faut pas faire cela pour l'argent, il faut que le moteur soit la planète ». C'est une question de changement de société, de comportement.

Une réponse « Non » : les investissements sont longs à rentabiliser (pompes à chaleur, voiture électrique...). Le retour sur investissement est trop long pour être véritablement efficace.

06 - Qu'est-ce qui pourrait vous inciter à changer vos comportements comme par exemple mieux entretenir et régler votre chauffage, modifier votre manière de conduire ou renoncer à prendre votre véhicule pour de très petites distances ?

-La gratuité et efficacité (fréquences, rapidité) des transports en commun

-La mise en place d'aménagement cohérents et sécurisés (pistes cyclables)

-La généralisation des aides financières à tous ; Universalité des aides pour l'isolation, les appareils de chauffage performants, etc. Ne pas les réserver à certaines catégories de personnes.

-L'exemplarité de nos élus, des dirigeants, des « élites »

-Repositionner les questions du bien-être

-Proposer des solutions adaptées au monde rural : services publics et commerces à proximité

-Aide publique locale pour l'acquisition de moyens de transport propres (vélo électriques...)

-Faire que ces aides soient conséquentes (car souvent des investissements lourds très long à amortir)

-Éviter de continuer à faire tourner la « machine à frustration » qui nous pousse toujours plus à la consommation.

-Donner une image positive du changement.

-La prise de conscience réelle de la destruction de notre environnement, de la biodiversité.

07 - Quelles seraient pour vous les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier pour vous inciter à changer vos comportements ?

- Gratuité des transports
- Affichage sur les produits de consommation d'un niveau de pollution (prenant en compte la production, l'emballage...)
- Facilité des dons, il est mieux accepté de faire un don que d'être imposé ; pouvoir flécher une partie de nos impôts sur des causes.
- Améliorer le pouvoir d'achat pour pouvoir acheter bio, acheter des produits moins polluants
- Baisse d'impôts et incitations fiscales pour l'acquisition de véhicules électriques
- Une information claire sur les économies potentielles de chaque changement de comportement
- Crédit à taux zéro et TVA à 0 % pour l'acquisition des matériaux et matériels favorisant la transition écologique
- Attribution des aides indépendamment de la pose par un professionnel au non
- Accentuer les incitations au passage au bio pour les agriculteurs

08 - Par rapport à votre mode de chauffage actuel, pensez-vous qu'il existe des solutions alternatives plus écologiques ?

Oui

Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à changer de mode de chauffage ?

- Mieux faire connaître les techniques innovantes ou plus anciennes telles que la géothermie, les puits canadiens ou les chaudières bois, à granulés ou à condensation.
- Travailler sur une meilleure isolation
- Inciter les propriétaires à faire les travaux énergétiques pour obtenir l'autorisation de louer, pour éviter les passoires énergétiques

Mais ces solutions doivent pouvoir être mises à la portée financière de chacun.

09 - Diriez-vous que vous connaissez les aides et dispositifs qui sont aujourd'hui proposés par l'État, les collectivités, les entreprises et les associations

Non à 80 %.

Les participants précisent qu'indiquer dans la question le nombre d'aides existantes aurait permis de se positionner plus aisément sur cette question.

La question des aides est en elle-même source d'inquiétude et de complexité. Dès lors que l'on sait être éligible à une aide, l'inquiétude de trouver une entreprise à laquelle on peut faire confiance se pose. Les listes d'entreprises agréées ou « de confiance » existent (Entreprises RGE –Eco-artisan reconnu garant de l'environnement, etc.) mais sont mal connues.

10 - Avez-vous pour vos déplacements quotidiens la possibilité de recourir à des solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle comme les transports en commun, le covoiturage, l'autopartage, le transport à la demande, le vélo, etc. ?

Non à 90 %

Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à utiliser ces solutions alternatives ?

- Mise en place de transports en commun et les rétablir là où ils ont été supprimés
- Mise en place de covoiturage, penser à l'intégrer sur des événements, comme la réunion de ce soir
- Sécuriser l'utilisation du vélo en mettant en place les infrastructures adéquate, avec des pistes cyclables continues et sécurisée
- Éduquer les automobilistes à respecter vélos et piétons

Si non, quelles sont les solutions de mobilité alternatives que vous souhaiteriez pouvoir utiliser ?

- Les transports en commun à la très large majorité
- Le vélo avec les conditions de sécurisation et de praticité évoquées

Et qui doit selon vous se charger de vous proposer ce type de solutions alternatives ?

Les collectivités locales, avec l'appui de l'État.

11 - Pensez-vous que les taxes sur le diesel et sur l'essence peuvent permettre de modifier les comportements des utilisateurs ?

Non à 70 % ; l'utilisation de la voiture est souvent incontournable, ce n'est pas un choix.

12 - À quoi les recettes liées aux taxes sur le diesel et l'essence doivent-elles avant tout servir ? (1 seule réponse possible)

0 % À baisser d'autres impôts comme par exemple l'impôt sur le revenu
50 % À financer des investissements en faveur du climat
50 % À financer des aides pour accompagner les Français dans la transition écologique

Des participants évoquent que la notion de fléchage est gênante, les recettes de l'État ne peuvent pas être fléchées sur une dépense particulière ; donc s'il y a une fiscalité écologique, il faut un engagement du politique de mettre les mêmes montants.

D'autre qu'il faudrait que la totalité des taxes sur le diesel soient réinvesties dans la transition écologique sans alimenter le budget général de l'État.

13 - Selon vous, la transition écologique doit être avant tout financée :

30 % Par le budget général de l'État
70 % Par les deux (budget de l'État et Fiscalité écologique)

14 - Et qui doit être en priorité concerné par le financement de la transition écologique ? (Plusieurs réponses possibles)

90 % Tout le monde
10 % Les entreprises et particuliers

Un vice-président de la communauté d'agglomération évoque que GrandAngoulême attendait de l'État que la fiscalité revienne aux collectivités territoriales, à ce que cela permette de faire de la mobilité pour tout le monde. Mais on nous a trompé. Le versement transport (taux appliqué à la masse salariale des entreprises d'au moins 11 salariés) est pourtant perçu par les communautés d'agglomération. GrandAngoulême est au taux maximum applicable aux entreprises, notamment pour le financement du BHNS qui ne dessert pas tout le territoire.

En matière de logements sociaux, pour le parc ayant plus de 40 ans et qui a été amorti, les bailleurs sociaux devrait impérativement faire des efforts de réhabilitation intégrant les nouvelles normes environnementales (isolation, chauffage, etc.)

15 - Que faudrait-il faire pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités agricoles et industrielles compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers, notamment européens ? (1 seule réponse possible)

20 % cofinancer un plan d'investissement pour changer les modes de production

10 % Modifier les accords internationaux

60 % Taxer les produits importés qui dégradent l'environnement

10 % n'ont retenu aucune proposition en particulier en précisant que pour eux, le système de surconsommation est complètement caduc.

16 - Que pourrait faire la France pour faire partager ses choix en matière d'environnement au niveau européen et international ?

-Affirmer ses choix et être exemplaires en respectant ceux pris notamment lors de la COP 21.

-Revoir les relations commerciales avec les puissances ne respectant pas leurs engagements (USA ? Chine...)

-Alerter sur les conséquences du dérèglement climatique : disparition de territoires, déplacements de populations notamment vers l'Europe et les Pays concernés.

-Insister sur le fait que la transition écologique doit être l'héritage que l'on laisse aux générations suivantes.

-Mettre un frein au dumping social et économique dans la communauté européenne pour ne pas amoindrir l'impact des choix en matière d'environnement.

-Remettre en cause certains accords internationaux ou certaines de leurs dispositions qui pourraient être contraires aux orientations de la France et l'Europe en matière d'environnement.

-Augmenter le prix de la tonne de CO2.

-Développer encore les échanges au niveau européen pour faire avancer les questions environnementales.

-Permettre un réseau européen d'échange de l'énergie plus fluide.

17 - Y a-t-il d'autres points sur la transition écologique sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

- Développer les énergies écologiques en travaillant l'acceptabilité des projets. Nous voulons développer l'éolien, mais partout où des projets sont envisagés, des comités de

défense se constituent. « Il faut vraiment faire évoluer les mentalités. On veut bien les éoliennes mais chez le voisin. »

- Comment augmenter la tonne de CO2 pour uniformiser dans toute l'Europe
- Limiter les recours sur les parcs éolien et les installations d'énergie renouvelable, pour libérer l'énergie, faire en sorte que les choses ne durent pas plus de 2 ans
- Les contribuables qui étaient soumis à l'ISF et ont bénéficié de la création de l'IFI ne devraient pouvoir le faire qu'à la condition d'investir au moins 50 % dans la transition écologique.
- Réduire drastiquement la consommation d'énergies fossile (pourquoi un véhicule électrique d'entrée de gamme coûte deux fois plus cher qu'un véhicule thermique ?)
- Lutter contre le suremballage
- Mettre en place immédiatement des gestes simples en place : éteindre les panneaux publicitaires, échanger les souffleurs par les balais pour ramasser les feuilles mortes etc.
- Réduire les illuminations de Noël dans le temps
- Mise en place d'un affichage sur les produits polluants
- Placements financiers (assurances vie...) incitatif à la transition écologique

83 personnes ont participé à ce café-citoyen organisé par le Club Amitié Partage